



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°72 – 31 mars 2019

Combattre pour le socialisme fait connaître une nouvelle déclaration parue sur le site « Maghreb socialiste » le 30 mars.

Gaïd Salah et la hiérarchie militaire tentent de sauver le régime

Dehors Bouteflika, dehors Gaïd Salah !

Assemblée nationale souveraine !

**Il faut imposer aux dirigeants syndicaux (UGTA, syndicats autonomes)
qu'ils appellent à la grève générale pour en finir avec le régime !**

LA TROISIÈME TENTATIVE DE SAUVER LE RÉGIME

La tentative du 5^e mandat a été balayée. La tentative du 4,5^e mandat a été balayée. Voici la 3^e tentative de sauver le régime avec la déclaration de Gaïd Salah.

Face à la mobilisation chaque semaine plus massive du prolétariat et de la jeunesse pour en finir avec le système Bouteflika et avec le régime, la clique au pouvoir a tenté une nouvelle manipulation avec la déclaration de Gaïd Salah du 26 mars qui demande l'application de l'article 102 de la Constitution.

Derrière ce subterfuge, suite à l'échec de Bedoui et Lamamra à mettre en place la « conférence inclusive », l'armée entre en scène avec un objectif : maintenir la continuité du système. La déclaration de Gaïd Salah s'inscrit clairement dans cette perspective quand il indique : (...) *Dans ce contexte, il devient nécessaire, voire impératif d'adopter une solution pour sortir de la crise, qui répond aux revendications légitimes du peuple algérien, et qui garantit le respect des dispositions de la Constitution et le maintien de la souveraineté de l'État. Une solution à même d'aboutir à un consensus de l'ensemble des visions, et faire l'unanimité de toutes les parties, à savoir la solution stipulée par la Constitution, dans son article 102.* »

Derrière la manœuvre de Gaïd Salah, il y a l'objectif de maintenir la continuité de l'État et de ses institutions, de maintenir un système corrompu et totalement soumis à l'impérialisme comme en témoigne la tournée dans les différentes capitales de Lamamra, qui visait à donner des garanties à ses maîtres.

L'article 102 ne vise qu'à assurer une transition sous l'égide du pouvoir et de l'armée pour faire refluer le prolétariat et la jeunesse et poursuivre les réformes dictées par l'impérialisme. C'est sur cet objectif qu'il prétend réaliser « l'union de toutes les parties », c'est-à-dire y associer l'ensemble des partis et les directions syndicales.

Immédiatement après cette annonce, certains se sont empressés d'approuver, à l'image de Ghediri, qui appelle à accélérer le processus, ou encore de Sidi Saïd, qui vient d'emboîter le pas à Gaïd Salah comme il l'avait fait derrière Bouteflika, au mépris de l'aspiration des travailleurs.

Mais la tentative de constituer une sorte d'union sacrée derrière l'état-major de l'armée a d'ores et déjà échoué, car les masses l'ont rejetée.

LA CLASSE OUVRIÈRE, LA JEUNESSE NE SONT PAS DUPES DE LA MANIPULATION

Dès l'annonce de Gaïd Salah, les premières manifestations ont rejeté la manœuvre. Le 28 mars, les premiers cortèges se sont élancés à Alger sous le slogan : « **Bouteflika tu vas partir, emmène avec toi Gaïd Salah** ».

Le prolétariat et la jeunesse sont déterminés, comme en témoignent les mouvements de grèves et de manifestations quotidiens à travers le pays. Grève générale à Tizi-Ouzou le 26 mars, grève le 28 à la SNVI à Rouiba... il est impossible à cette heure de recenser l'ensemble des mobilisations et des grèves qui ont lieu dans le pays depuis la manifestation du 22 mars. Dans ces mobilisations, les revendications sont autant politiques que sociales. Ainsi en est-il des étudiants qui exigent le départ du régime, tout en revendiquant une université gratuite et publique pour tous.

La mobilisation de ce jour, d'une gigantesque ampleur, montre que le prolétariat et la jeunesse sont déterminés à aller jusqu'au bout. Mais ils doivent pour cela surmonter un premier obstacle : imposer la rupture des organisations syndicales avec le pouvoir.

POUR EN FINIR AVEC LE RÉGIME : QUE LES DIRECTIONS DE L'UGTA ET DES SYNDICATS AUTONOMES APPELLENT À LA GRÈVE GÉNÉRALE ET L'ORGANISENT !

La classe ouvrière vomit purement et simplement la position de Sidi Saïd. Il serait vain de compter les innombrables motions de défiance à l'égard de la direction de l'UGTA, les résolutions et prises de positions pour le départ de Sidi Saïd et de ses comparses.

Ce rejet prend aujourd'hui la forme de manifestations massives pour le départ de Sidi Saïd, comme à Tizi-Ouzou ou à Bejaia, ou encore de prises de positions sans équivoque de certaines unions de wilaya exigeant parfois la tenue d'un congrès extraordinaire de l'UGTA.

Nous écrivons le 17 mars :

« La force immense de la mobilisation des masses fait que la chute du régime est à la portée de la main. Il faut imposer l'appel des

directions syndicales à la grève générale! Il faut leur imposer le boycott de la conférence! Il faut imposer que partout les syndicats convoquent des assemblées générales dans les entreprises, les services, les universités, les écoles, que ces assemblées élisent des comités de grève constitués de délégués mandatés, intégrant les responsables syndicaux sous le contrôle des travailleurs! Il faut imposer à ces dirigeants qu'ils appellent à la centralisation de ces comités de grève d'entreprise en un Comité National de grève, dressant la force centralisée de la classe ouvrière et de la jeunesse contre le régime. »

Plus que jamais, cette exigence revêt une actualité brûlante ! Il faut imposer aux dirigeants de l'UGTA et des syndicats autonomes qu'ils engagent le combat contre le régime en appelant à la grève générale et organisent partout des assemblées générales pour élire des comités de grève en vue de la centralisation du combat pour la constitution d'un comité central de grève avec des délégués élus par les assemblées générales et intégrant les syndicats pour en assurer le contrôle.

À l'université, où souvent les étudiants se sont organisés en comités de mobilisation, élisant leurs représentants, et occupent les facs, il est nécessaire que ces comités s'organisent à l'échelle nationale en un comité central de grève des universités (ou coordination nationale).

POUR UNE ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE

Le régime joue la montre et la tentative de Gaïd Salah ressemble en tout point à une tentative de reprise en main par l'armée, comme ce fut le cas en Égypte avec Sissi. Il le fait par ailleurs dans un contexte où la rumeur s'étend sur une fuite massive de capitaux, traduisant le fait que la classe bourgeoise ira jusqu'au bout pour préserver ses intérêts, quitte à organiser la ruine du pays.

L'aspiration des masses laborieuses et de la jeunesse, c'est d'exercer immédiatement et pleinement leur souveraineté, à travers l'exigence d'une assemblée nationale souveraine.

Une telle exigence se dresse notamment contre la tentative de replâtrage du régime sous la houlette de l'armée mais aussi contre la multiplication des appels de personnalités autoproclamées ou d'organisations diverses qui, sous couvert de « transition pacifique », de « comités de transition », de « gouvernements d'experts » ont tous en commun de priver les masses en lutte de la décision.

Ce à quoi il faut opposer : c'est aux masses en lutte qu'appartient la souveraineté, non à l'armée ou aux tenants du maintien du système, qu'ils soient dans le sérail ou dans « l'opposition ».

C'est sous le contrôle des masses en lutte que doit être élue l'Assemblée nationale souveraine dans le cadre de l'exercice sans restriction des libertés démocratiques : droit de grève, droit de manifestation, droit de constituer des partis et des syndicats, sans que ces droits soient soumis au contrôle de l'Etat, liberté d'expression et de presse, etc.

Nous écrivions le 28 mars :

« Les travailleurs, la jeunesse descendent dans la rue non seulement parce qu'ils n'en peuvent plus de ce régime, mais aussi parce qu'ils veulent que soient garantis le droit au travail, le droit à la santé et au logement, le droit aux études pour la jeunesse. Seul un véritable gouvernement ouvrier peut le faire. Il mettrait en œuvre sans délai un plan d'action pour satisfaire les revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse. Un plan d'action qui s'articulerait notamment autour des revendications suivantes :

- *Face à l'inflation : échelle mobile des salaires*
- *Face au chômage : échelle mobile des heures de travail (partage du travail entre toutes les mains disponibles, sans diminution de salaire*
- *Face au pillage perpétré par les différentes franges de l'oligarchie : nationalisation ou renationalisation immédiate des grands moyens de production sans indemnités ni rachat*
- *Face à la spéculation et aux accapareurs : monopole de l'état sur le commerce extérieur*
- *Face aux pénuries alimentaires : une réforme agraire restituant la terre aux fellahs*
- *Démantèlement du tentaculaire appareil de répression, expulsion de la caste parasitaire et corrompue qui gouverne aujourd'hui l'Algérie sous la houlette des puissances impérialistes.*
- *Le programme d'un gouvernement ouvrier en Algérie s'inscrit nécessairement dans le combat pour les États Unis socialistes du Maghreb.*

Seule l'expropriation du capital, à commencer par les trusts impérialistes permettra aux masses algériennes d'organiser la production selon un plan ordonné selon leurs seuls besoins.

La classe ouvrière et la jeunesse algériennes ont besoin d'un véritable parti ouvrier. Ce parti ouvrier ne pourra être l'instrument de leur émancipation que sur la base d'un programme révolutionnaire. »

Cela reste totalement d'actualité.

*

Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr